



NATIONS UNIES

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

RAPPORT ANNUEL

(30 mars 1960 — 15 mai 1961)

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-DEUXIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 4

NEW YORK

207 (IX). Industries de biens d'équipement

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que le développement industriel des pays de la région tend à prendre une orientation plus équilibrée en faisant une place plus grande à la transformation locale des matières premières, combustibles et produits semi-finis, ce qui crée une demande toujours plus importante de biens d'équipement essentiels,

Considérant que les industries mécaniques, et en particulier l'industrie mécanique lourde, ont déjà atteint, dans les pays les plus industrialisés d'Amérique latine, un degré de développement qui leur permet d'envisager la fabrication de ces biens d'équipement,

Considérant que la production de biens d'équipement serait avantageuse pour les divers pays, et pour la région, parce qu'elle rendrait possible, d'une part, une économie importante de devises et, d'autre part — en raison du caractère particulier de ce genre de fabrication, qui peut s'effectuer par la coordination des ressources — une meilleure utilisation de la capacité productive des entreprises mécaniques,

Considérant que, des études que la CEPAL entreprend dans ce domaine, il ressort que malgré des conditions favorables à cette fabrication, on constate, dans le développement de cette activité, un retard dû à des facteurs étrangers à la technique et à la capacité de production des entreprises,

Considérant que l'analyse de ces facteurs montre que l'insuffisance du financement à moyen et à long terme pour les ventes de ces biens d'équipement constitue l'obstacle le plus important à l'expansion de l'industrie,

Considérant que les organismes nationaux ne disposent pas de ressources suffisantes pour faire face à ces besoins, mais qu'ils constituent une base pour établir un mécanisme de financement et obtenir l'apport de ressources complémentaires provenant de l'extérieur,

Décide :

1. De recommander aux gouvernements des pays d'Amérique latine de favoriser, par leur politique de crédit applicable aux opérations des banques privées et, le cas échéant, par l'intermédiaire de leurs banques du commerce extérieur ou de leurs institutions de développement, le financement à moyen et à long terme de l'écoulement de biens d'équipement produits dans ces pays, dans la mesure où cela sera compatible avec leurs conditions économiques et, notamment, monétaires ;

2. De recommander aux gouvernements membres de la Commission de donner pour instructions à leurs représentants auprès des organismes internationaux de financement d'inviter ces organismes à étudier le problème du crédit à moyen et à long terme en faveur du financement de l'écoulement des biens d'équipement produits en Amérique latine, ainsi que la manière dont ils pourraient seconder dans ce domaine les institutions nationales de crédit, et à contribuer activement à la mise en application des recommandations présentées à la suite de cette étude ;

3. De prier le Secrétariat de poursuivre ses travaux relatifs à la fabrication des biens d'équipement et de

collaborer avec les organismes nationaux dans l'établissement de projets précis qui seraient présentés aux institutions internationales de financement compétentes afin d'orienter leur action de manière à atteindre les objectifs susmentionnés grâce à une combinaison des ressources nationales et internationales.

13 mai 1961.

208 (IX). Intégration régionale

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant les progrès que divers pays ont réalisés dans la programmation du développement de leur économie,

Tenant compte de l'utilité qu'il y aurait à ce que les Etats parties au Traité de Montevideo et au Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale — et ceux qui se proposent d'y devenir parties — s'efforcent de coordonner leurs plans ou politiques de développement avec les nouvelles réalités économiques créées par l'existence de ces instruments d'intégration régionale,

Décide :

1. De recommander aux Etats parties au Traité de Montevideo et au Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale — et à ceux qui se proposent d'y devenir parties — de tenir compte, en préparant et en exécutant leurs plans et politiques de développement économique, des conditions nouvelles de marché et de concurrence et des possibilités d'intégration régionale que l'existence de ces traités a créées ;

2. De recommander au Secrétariat de la CEPAL d'examiner, sur la demande des Etats parties au Traité de Montevideo et au Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale — et de ceux qui se proposent d'y devenir parties — dans quelle mesure les objectifs visés par eux, tels qu'ils sont indiqués dans leurs programmes, ou dans d'autres exposés de la politique économique qu'ils se proposent de suivre, sont compatibles avec les aspirations énoncées dans les traités précités ;

3. De demander au Secrétariat d'aider, sur leur demande, les gouvernements précités à coordonner leurs programmes de développement avec les buts du Traité de Montevideo et du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale.

13 mai 1961.

209 (IX). Experts des questions du travail

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que la classe ouvrière organisée est en mesure d'apporter une précieuse contribution à l'étude des problèmes sociaux du développement, en même temps que d'appuyer les programmes nationaux découlant des recommandations pertinentes,

Décide de recommander au Secrétariat de la CEPAL de veiller à ce que des experts des questions du travail associés au mouvement ouvrier participent, quand il y

aura lieu, aux cycles d'études ou réunions chargés d'étudier les problèmes sociaux du développement.

13 mai 1961.

210 (IX). Décentralisation des activités économiques et sociales des Nations Unies et renforcement des commissions économiques régionales

La Commission économique pour l'Amérique latine

Considérant :

a) Que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, à sa quinzième session, la résolution 1518 (XV) par laquelle elle a pris des mesures pour la décentralisation des activités des Nations Unies en matière économique et sociale et pour le renforcement des commissions économiques régionales,

b) Que le Conseil économique et social a adopté la résolution 793 (XXX), relative à la décentralisation des activités et opérations et à l'avantage qu'il y a à recourir dans toute la mesure du possible aux services des commissions économiques régionales, surtout pour ce qui est de la préparation et de l'exécution des programmes destinés à faciliter le développement régional dans le domaine économique et social,

c) Que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a soumis à l'examen de la Commission, à la présente session, le document E/CN.12/564, par lequel il demande l'avis des Gouvernements membres sur les moyens propres à renforcer les commissions économiques régionales et à augmenter leur participation aux programmes d'exécution,

d) Que le Secrétaire exécutif de la Commission a présenté, à la présente session, le document E/CN.12/599 dans lequel il soumet à l'examen de la Commission un plan général en même temps que des mesures concrètes initiales en matière de décentralisation des programmes destinés à faciliter le développement économique régional,

Considérant :

a) Qu'à plusieurs reprises, les gouvernements membres ont signalé les avantages qu'il y aurait à recourir le plus activement possible aux services de la Commission et à procéder à la décentralisation des programmes d'assistance technique des Nations Unies³⁶,

b) Que les ressources financières disponibles pour les programmes d'assistance technique ne sont pas suffisantes pour mettre en œuvre tous les projets auxquels s'intéressent les gouvernements membres et qu'il faut par conséquent faire périodiquement un choix des projets qui présentent le plus d'intérêt pour le développement économique et assurer l'exécution la plus efficace des projets au moyen d'une évaluation continue des résultats,

c) Que les connaissances et l'expérience du Secrétariat de la Commission doivent être mis à profit dans toute

la mesure possible, tant pour l'élaboration des projets que pour leur exécution,

d) Qu'il faut donner au Secrétariat de la Commission les ressources nécessaires en personnel pour qu'il puisse rendre ces services avec toute l'efficacité nécessaire,

Décide :

1. De prendre note avec satisfaction de la résolution 1518 (XV) de l'Assemblée générale et de la résolution 793 (XXX) du Conseil économique et social, du document présenté sur cette question par le Secrétaire général (E/CN.12/564) et du rapport présenté par le Secrétaire exécutif (E/CN.12/599) ;

2. D'exprimer sa reconnaissance à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social pour les mesures qu'ils ont prises en vue de la décentralisation des activités économiques et sociales des Nations Unies et du renforcement des commissions économiques régionales ;

3. De partager l'avis du Secrétaire général selon lequel il faudrait, pour intensifier la participation de la CEPAL aux opérations des Nations Unies, augmenter ses ressources en personnel si on le juge nécessaire (voir E/CN.12/564, par. 5A) ;

4. De recommander au Secrétaire général de mettre à exécution la décentralisation envisagée et de négocier devant les organes compétents des Nations Unies l'octroi des ressources indispensables pour créer au sein du Secrétariat de la Commission un groupe des opérations d'assistance technique et le pourvoir des fonctionnaires spécialisés nécessaires pour préparer les projets d'assistance technique et suivre leur exécution dans la forme proposée par le Secrétaire exécutif.

13 mai 1961.

211 (IX). Coopération avec l'Organisation des Etats américains et la Banque interaméricaine de développement

La Commission économique pour l'Amérique latine

Prend note avec satisfaction de la création d'un Comité spécial de coopération composé du Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains, du Président de la Banque interaméricaine du développement et du Secrétaire exécutif de la CEPAL,

Reconnaît que, lors même que les trois organisations gardent leur indépendance et leur liberté d'action, les arrangements de travail prévus dans l'accord et reproduits dans le document E/CN.12/601 constituent une base adéquate en vue d'intensifier les efforts de coopération que les trois organisations déploient pour aider les gouvernements à accélérer leur développement économique et social,

Appuie cet accord, étant entendu qu'il s'agit d'un instrument flexible qui pourra être modifié à la lumière de l'expérience,

Recommande au Secrétariat de la CEPAL de proposer à ce comité de maintenir, dans son œuvre de coopération et de coordination, un contact étroit avec les organismes spécialisés des Nations Unies qui fonctionnent en Amérique latine, et de coordonner les activités

³⁶ Voir la résolution de la Commission en date du 20 juin 1950 (E/CN.12/192), rappelée dans les résolutions 12 (IV), 39 (AC.16), 85 (VI), 110 (AC.34), 125 (VII) et 144 (AC.40).